



Fessenheim: un sinistre orchestré

La fermeture de la centrale nucléaire alsacienne, en 2020, a entériné une réalité : l'énergie est devenue une ressource politique, bonne à marchander pour des considérations idéologiques. Sur le terrain, les habitants et les communes payent toujours les pots cassés.

Par notre envoyé spécial William Grievel

Pour qui entre dans la commune de Fessenheim, sur la rue de Libération qui en constitue la voie principale, rien ne saute immédiatement aux yeux : il s'agit d'un petit village d'un peu plus de 2300 âmes tout ce qu'il y a de plus charmant et bien tenu, comme la Haute-Alsace en compte des dizaines. Une église, une mairie, un monument

aux morts, une friterie, une élection municipale récente qui sent bon la politique de voisinage et a vu un ancien adjoint au maire détrôner le sortant... Une vie paisible, en somme.

Si Fessenheim est entrée dans l'histoire récente, c'est pour sa centrale nucléaire et le dossier politico-énergétique qui a présidé à sa fermeture. Le site, mise en service en 1977, est sacrifié

lors de la campagne présidentielle de 2012 par un François Hollande qui entend s'assurer le soutien des Verts en confortant leur vision du monde faite d'énergie "verte" (comprendre, sans nucléaire). Promesse tenue, huit ans plus tard, par un Emmanuel Macron démiurgique, trop heureux de pouvoir s'attirer les faveurs des institutions européennes qui n'aiment rien de mieux que les énergies

renouvelables. Quitte à sacrifier l'indépendance énergétique de son pays... et à occasionner d'inutiles souffrances.

Arthur (le prénom a été modifié), ancien employé d'EDF à Fessenheim aujourd'hui à la retraite, fulmine encore. « Pour moi, ça va, j'ai pu rester ici parce que je suis parti avant la fermeture. Mais j'ai beaucoup de collègues qui ont dû s'en aller avec les mutations forcées. C'était criminel de fermer cette centrale avant au moins 2030, elle était choyée et fonctionnait parfaitement! » En effet, il suffit de passer devant l'entrée du site pour se rendre compte de l'ampleur de la déflagration qu'a été la fermeture: d'immenses parkings, où l'on voit les quelques véhicules épars des agents des équipes de démantèlement, là où Fessenheim représentait autrefois 2000 emplois. Un village à côté du village.

À Fessenheim même, situé à un kilomètre, les habitants ont dû encaisser. Un ouvrier qui travaille sur la terrasse du bistrot jouxtant la mairie nous raconte: « C'est vrai, on a dû s'adapter, ça a été dur. Heureusement que dans le bâtiment on a les clients allemands qui sont très demandeurs, mais les commerces ont été durement touchés. Il y a un restaurant plus loin qui a fermé récemment, par exemple. » Plus loin, volets fermés, se trouve effectivement l'enseigne *Au Bon Frère*, avec des panneaux "à vendre" d'on ne sait quel âge. Les derniers articles dans la presse locale en parlaient comme d'une institution. Nous ne saurons pas à quel point la fin du site nucléaire aura précipité celle du restaurant...

Encore plus loin, vers la sortie du village, une coiffeuse que nous interrogeons nous répond, laconique: « J'ai perdu beaucoup de clients »; le sujet est encore tabou. Nous revenons sur nos pas et tentons notre chance avec la boulangère, qui s'épanche un peu plus: « Les matins et les midis, c'était la folie.

Les employés venaient prendre de quoi faire des petits déjeuners et surtout les sandwiches à la pause. Avant, on ne proposait pas de repas complets et on a dû s'y mettre, diversifier notre offre. Sinon, on n'aurait pas pu rester à flot. » S'adapter ou mourir, donc.

Privé de sa centrale, Fessenheim est sujet à de nombreuses spéculations au niveau des institutions et ce, depuis l'annonce officielle de la fermeture. Nous avons pu nous procurer des documents internes de la région Grand-Est faisant état des discussions de l'époque, dont le compte rendu d'un comité de pilotage présidé en 2018 par Sébastien Lecornu, alors ministre chargé des Collectivités territoriales: 14 millions d'euros de pertes annuelles de recette fiscales pour le secteur de Fessenheim. Il s'agit donc pour les pouvoirs publics de trouver une « stratégie » de reconversion. Laquelle intègre les représentants de Fribourg-en-Brigau, en Allemagne, ville frontalière située à une trentaine de kilomètres.

Aucun projet notable pour une reconversion viable

Ladite stratégie est explicitée, dans le compte rendu, par Jean Rottner, à l'époque président de la Région: favoriser dans le Grand-Est une « production propre », autrement dit les énergies renouvelables, pour créer une vraie « filière de développement économique de demain ». Comment? En valorisant le démantèlement de la centrale par la mise à contribution des infrastructures portuaires sur le Rhin dans un premier temps. Puis, dans un second temps, en obtenant des avantages fiscaux et fonciers pour des projets futurs, en lieu et place du nucléaire, dans le renouvelable. Lequel est plébiscité notamment par les industriels allemands, représentés à cette rencontre. Jean-Marie Bockel, alors sénateur du Haut-Rhin, appuie les "pistes" de réflexion évo-

Créations de pistes cyclables, pose de panneaux photovoltaïques sur des bâtiments publics... rien d'autre que des pansements.

quées. Sébastien Lecornu assure du soutien de l'État sur le principe.

Depuis ces réunions préparatoires et ces déclarations d'intention, aucun projet notable n'a été entériné pour mettre en place une reconversion viable. Un autre document daté de 2021 mentionne plusieurs subventions accordées par l'État à hauteur de 1 million d'euros au total à plusieurs communes haut-rhinoises: créations de pistes cyclables, pose de panneaux photovoltaïques sur des bâtiments publics... rien qui ne semble acter autre chose que des pansements sur un manque à gagner gigantesque.

Apparaît ainsi une réalité tangible: alors que les responsables politiques s'époumonent depuis des années à mettre en avant les énergies vertes, les communes dépendantes de la filière traditionnelle sont sacrifiées au profit de projets qui n'atteignent pas toujours la phase de réalisation. Cette réalité, combinée au bradage de notre souveraineté dans des projets entérinés dans d'autres régions — jetés dans les bras d'industriels allemands ou chinois, très impliqués dans la filière "verte" —, l'intermittence inhérente au renouvelable et l'inévitable explosion de la facture d'électricité des ménages, crée une situation de plus en plus inconfortable dont Fessenheim n'est qu'une victime parmi d'autres.

Et Arthur de conclure, pince-sans-rire: « Si seulement on avait eu des centrales nucléaires... » ●